



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

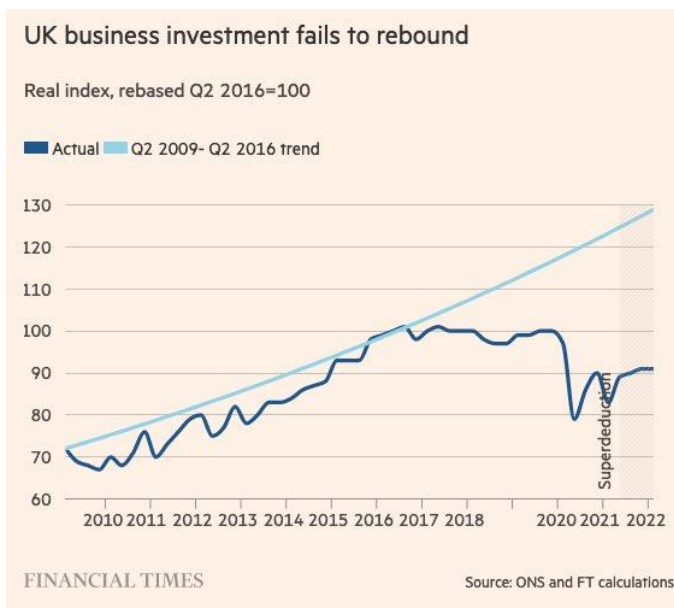
NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°22 – du 17 au 23 juin 2022

Graphique de la semaine :



LE CHIFFRE À RETENIR

-0,5%

La baisse de ventes au détail (en volume) entre avril et mai au Royaume-Uni (source: ONS), dans un contexte de confiance des consommateurs à un niveau historiquement bas.

Clé de lecture : L'investissement des entreprises britanniques continue de sous-performer depuis la décision sur le Brexit en 2016, dans un contexte d'incertitudes aggravées par la pandémie. Les données de l'institut statistique officiel montrent que les investissements des entreprises ont diminué de 0,5 % en glissement trimestriel au premier trimestre 2022. Le niveau d'investissement était inférieur de 9 % par rapport à la situation pré-pandémique (T4-2019), malgré les intentions des entreprises exprimées dans les enquêtes et les mécanismes de soutien public (dispositif exceptionnel de suramortissement).



Actualité commerce & investissement

Le gouvernement britannique s'engage à lancer une consultation prochainement sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) – Consécutivement au [rapport parlementaire](#), publié en avril dernier, exhortant le gouvernement d'établir un MACF britannique, le gouvernement envisage d'étudier les options à l'échelle nationale pour contrer le risque de fuites de carbone. Dans sa [réponse](#), le gouvernement souligne, toutefois, que cette consultation ne l'engagera pas formellement dans la voie d'un MACF mais lui « permettra de mieux comprendre les options sur la table ». Il a rappelé, par ailleurs, sa détermination pour continuer les travaux multilatéraux et plurilatéraux dans la perspective de trouver une solution commune. Pour mémoire, selon le rapport parlementaire, le risque de fuites de carbone pourrait entraîner une augmentation des émissions mondiales, dans la mesure où la politique Net Zero vise uniquement les émissions générées par la production, et omet donc les émissions générées par la consommation britannique (dont 43% proviennent des importations).

La ministre au commerce international annonce la prolongation des mesures de sauvegarde sur l'acier jusqu'à fin juin 2024 – Pour mémoire, le 30 juin 2021, le Royaume-Uni avait annoncé la prolongation des mesures de sauvegarde sur les importations d'acier pour 15 catégories de produits pour une durée d'un an outrepassant, ainsi, l'avis de la *Trade Remedy Authority*, chargée de la défense commerciale, qui avait préconisé la prolongation des mesures pour 10 catégories

de produits uniquement. Le 22 mars 2022, la TRA a publié un réexamen de son analyse rejoignant finalement l'avis du gouvernement selon lequel les producteurs d'acier au Royaume-Uni seraient « désavantagés » si les mesures de sauvegarde n'étaient pas maintenues.

Le Royaume-Uni et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont [annoncé](#) le lancement de négociations commerciales lors d'une visite de la ministre britannique dans la région – Dans une déclaration conjointe du secrétaire général du GCC, Nayef Falah M. Al-Hajra, et de la ministre britannique au commerce, Anne-Marie Trevelyan, les deux parties ont indiqué leur volonté de négocier « *un accord ambitieux, complet, moderne et adapté au XXIème siècle* ». En 2020, les exportations britanniques de biens vers les pays du Golfe ont atteint 10,88Md£ tandis que les importations s'élevaient à 5,82Md£. Considérant que les exportations britanniques sont soumises à un tarif moyen de 5,5%, le gouvernement vise à réduire certains droits de douane, notamment sur l'industrie automobile, les produits manufacturés, l'alimentation et les boissons. S'agissant des services, les exportations et les importations britanniques de services ont respectivement atteint 12,2Md£ et 5,82Md£ en 2020. En réponse aux critiques émergeant de certains acteurs de la société civile, le gouvernement britannique s'est engagé à aborder « de manière franche » les questions relatives aux respects des droits de l'homme, insistant sur sa volonté d'engager un dialogue plutôt que d'isoler certains partenaires moins « soucieux » du respect des droits fondamentaux. Le premier cycle des négociations devrait se dérouler cet été.

Dans une [tribune](#) dans le quotidien *Telegraph*, Boris Johnson vante les liens

entre le Royaume-Uni et les membres du Commonwealth – A l’occasion du sommet du *Commonwealth* au Rwanda, réunissant les 54 pays membres, le premier ministre britannique rappelle les « liens invisibles », notamment la langue commune et les systèmes juridiques et administratifs familiers, qui ont une « immense valeur pratique » pour le commerce. A cet égard, le « *Commonwealth advantage* » réduirait de 21% le coût des échanges, et les investissements directs sont de 27% plus élevés entre les nations du *Commonwealth* qu’avec des pays tiers.

Le Royaume-Uni et la Thaïlande ont tenu leur premier comité économique et commercial en vue d’accroître les échanges bilatéraux – La secrétaire d’Etat au commerce britannique, Penny Mordaunt, et le ministre du commerce thaïlandais, Jurin Laksanawisit ont établi un programme de travail mêlant les enjeux numériques, agricoles, sanitaires et financiers dans l’optique d’accroître les échanges au cours des 12 à 18 prochains mois avec la perspective d’établir un partenariat renforcé. Le Thaïlande est actuellement le 40^{ème} partenariat commercial du Royaume-Uni avec des échanges bilatéraux s’élevant à 4,8Md£ en 2021.

La Chambre des Lords tire un premier bilan mitigé de l’accord de libre-échange conclu avec l’Australie et regrette une prise en compte trop faible des enjeux liés à l’environnement et au climat – Dans [un rapport publié le 23 juin](#), l’*International Agreements Committee* de la chambre des Lords, en charge du suivi des accords commerciaux, a dressé un tableau en demi-teinte de l’accord commercial avec l’Australie, le rapport, en ligne avec les ONG environnementales, pointe « *un manque d’ambition* » en matière de défense de l’environnement. Le comité juge, par

exemple, que l’accès facilité des agriculteurs australiens au marché britannique aurait dû s’accompagner d’engagements climatiques plus ambitieux, notamment via la mention de l’objectif visant à limiter la hausse des températures à 1,5°C d’ici 2100 ainsi qu’un objectif de réduction de la consommation de charbon notamment. Le comité souhaite que l’accord commercial avec l’Australie ne puisse faire office de précédent en vue de la signature de nouveaux accords. Il appelle le gouvernement à renégocier certaines parties de l’accord avec le gouvernement australien, jugé plus réceptif depuis l’arrivée au pouvoir des travaillistes. Le comité appelle enfin le Gouvernement à adopter, avant toute nouvelle signature d’accord, un document général présentant la façon dont la politique commerciale britannique s’articule avec les autres priorités politiques.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La Chambre des Communes a publié un [rapport](#) sur le futur de la régulation financière au Royaume-Uni – Les parlementaires insistent sur la nécessité de ne pas déréguler l’industrie financière. Pour eux, l’attractivité de la place de Londres passe par un cadre réglementaire robuste. Les parlementaires seront particulièrement attentifs vis-à-vis de potentielles pressions de la part du gouvernement sur les autorités de régulation financière. Par ailleurs, ils soutiennent l’instauration d’un objectif secondaire pour les autorités de régulations au service de la croissance à long-terme.

Enfin, ils recommandent la simplification des règles prudentielles pesant sur les plus petites banques et la réévaluation des avantages tirés des modèles internes utilisées par les banques. Ils enjoignent le gouvernement à créer et maintenir un climat de coopération avec les autres pays et entre autorités de régulation.

Le contrôle parlementaire des services financiers évolue – Un sous-comité de la Commission parlementaire chargée des affaires économiques à la Chambre des Communes sera créé pour le suivi des enjeux liés au secteur financier.

La British Business Bank (BBB) a publié une étude sur les levées de fonds records des PME britanniques en 2021 – Les investissements en fonds propres dans les PME du Royaume-Uni ont augmenté de 88 % en 2021 pour atteindre 18,1Mds£ par rapport à l'année précédente, soit le montant annuel le plus élevé depuis le début de la série de données en 2011. Cette forte dynamique s'est poursuivie au premier trimestre 2022, avec 7,6 Mds£ d'investissements en fonds propres pour les petites entreprises, soit le montant le plus élevé investi en un seul trimestre. Le secteur avec la plus forte croissance est le secteur de la tech qui a levé 8,2Mds£ en 2021, contre 4,1Mds£ en 2020. Au sein des sous-secteurs technologiques, les investissements dans les petites entreprises du secteur des *life sciences* sont passés de 800 M£ en 2020 à 1,7 Md£ en 2021, et les transactions dans le domaine des *softwares* ont plus que doublé, passant de 2,3 Md£ en 2020 à 4,8 Md£ en 2021.

2 Banques et assurances

Le gouvernement publie son plan pour encadrer la pratique des paiements fractionnés « Buy now Pay Later (BNPL) » –

Cette pratique financière, non régulée mais assimilable dans les faits à du crédit à la consommation, est en très forte croissance et fait craindre un endettement excessif chez certains ménages dans un contexte d'aggravation du coût de la vie. Après une première consultation en 2021, le gouvernement a apporté [une première série de réponses](#), visant à intégrer ces activités dans le champ de supervision de la Financial Conduct Authority. Des contrôles de solvabilité des consommateurs devront être effectués. Le gouvernement a déclaré qu'il prévoyait de publier une consultation sur ses propositions d'ici la fin de l'année. La réforme devrait ensuite être présentée au Parlement d'ici le milieu de l'année 2023.

La Banque d'Angleterre confirme le retrait de l'[affordability test](#) pour les prêts immobiliers – Ce test, qui avait été instauré en 2014 (en complément d'un plafond sur le nombre de prêts excédant un ratio *loan-to-income* de 4,5), visait à diminuer le risque lié à l'emprunt immobilier. Il consistait à modéliser un stress test sur les capacités financières de l'emprunteur et son aptitude à rembourser en cas de hausse des taux d'intérêts. Cependant, les données ont montré qu'il avait peu d'utilité. Le mécanisme de plafonnement du nombre de prêts octroyés avec un ratio *loan to income* élevé serait suffisant à lui seul. A cela s'ajoute le test de solvabilité requis par la *Financial Conduct Authority* (FCA) avant tout octroi de crédit. Cette décision prendra effet à partir du 1^{er} août 2022, les établissements bancaires pouvant cependant décider d'effectuer ce test à titre facultatif.

Le Trésor Britannique a [annoncé](#) une réforme de la loi sur le crédit à la consommation – À cette fin, le gouvernement va déplacer une grande partie des dispositions législatives du Consumer Credit Act (CCA) vers le guide

réglementaire (*Handbook*) de la *Financial Conduct Authority* (FCA), permettant une réponse réglementaire beaucoup plus agile face aux développements sur le marché du crédit à la consommation. La réforme permettra également d'interdire les termes techniques ambigus afin d'améliorer la compréhension des consommateurs des produits financiers et de potentiellement modifier certaines lois héritées du droit de l'Union européenne. Une consultation sur les propositions du gouvernement devrait être publiée d'ici la fin de l'année.

La *Prudential Regulatory Authority* publie une [consultation](#) sur le modèle de gestion des risques bancaires – La PRA a proposé cinq principes pour mettre en place un cadre de gestion par les banques du risque découlant de leurs modèles internes. Il s'agit notamment de bien identifier et attribuer les responsabilités de gestion de ce risque au bon niveau hiérarchique, de prévoir un cadre de reporting efficace et de maîtriser les risques associés à l'intelligence artificielle. La consultation se clôturera le 21 octobre 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international